



Députée de l'Isère

Communiqué de Presse
Taxe d'habitation et collectivités territoriales :
la démagogie de Laurent Wauquiez gagne les élus Républicains de l'Isère

La Taxe d'habitation est un impôt injuste car elle est de fait inversement proportionnelle aux revenus et pèse plus sur les classes moyennes et populaires. Un habitant de la Villeneuve de Grenoble paye par exemple plus de taxe d'habitation qu'un habitant de Corenc, l'une des communes les plus riches de France. C'est pour cette raison que le Président de la République a fait de la suppression de cette taxe un enjeu de justice sociale et de pouvoir d'achat. Cet engagement a été tenu et dès cette année 80% des ménages ont bénéficié d'une baisse de 30% de la Taxe d'habitation qu'ils payaient jusque-là, ce qui représente un gain net de 200€ en moyenne.

Hasard du calendrier, certaines communes ont décidé au même moment d'augmenter leur taux de fiscalité directe, effaçant ainsi l'effort fourni par l'Etat, alors même que la baisse de la taxe d'habitation leur a été compensée à l'Euro près ! Le maire de Sassenage, qui compte parmi les 55 communes de plus de 10 000 habitants qui ont fait ce choix, justifie cette hausse par une prétendue baisse des dotations aux collectivités, alors même que ce gouvernement est le premier depuis des années à ne pas les avoir diminuées ! Et comment expliquer alors que, contrairement à lui, la grande majorité des maires de France sont parvenu à ne pas augmenter leur taux ?

Dans la même veine, le Président du Conseil départemental de l'Isère prétend que l'Etat voudrait étouffer les collectivités locales et que lui n'y peut rien s'il a réduit les budgets des missions sociales du département. Le contrat proposé par l'Etat visant à contenir l'augmentation des dépenses publiques à 1,2% n'est pourtant pas un défi majeur pour cette collectivité dont le précédent Président, André Vallini était parvenu à rétablir pleinement l'équilibre des comptes. Également, M. Barbier, reprenant la rhétorique des Insoumis, ne semble pas avoir plus de subtilité en feignant ne pas comprendre qu'on puisse vouloir dépenser « un pognon de dingue » à la condition qu'il soit bien dépensé.

Il est particulièrement cocasse de voir les Républicains défendre aujourd'hui l'augmentation des dépenses publiques, un certain laxisme budgétaire et se poser en défenseur des collectivités territoriales et des services publics, eux qui soutenaient un temps un candidat qui proposait de supprimer un demi-million de postes de fonctionnaires et de baisser les impôts à hauteur de 50 milliards d'Euros. J'ai bien noté que la grande majorité des communes ayant fait le choix délibéré d'augmenter cette année les impôts de leurs administrés sont pourtant des communes gérées par les Républicains.

On aura compris que MM. Coigné et Barbier, à l'inverse de ce qu'ils annoncent, font bien de la politique purement politicienne, suivant ainsi le modèle de leur chef de parti, qui lui s'autocongratule meilleur gestionnaire de région...à grand coup de renfort publicitaire ! Leurs arguments ne sauraient aucunement les disculper de leurs propres choix politiques et budgétaires, ni redorer leur réputation, que ce soit en matière de gestion des finances publiques ou d'action sociale.

Le gouvernement et la majorité travaillent eux, non seulement à mieux répondre aux besoins des Français mais également à mieux utiliser l'argent public.

Contact presse :

Bertrand BIJU-DUVAL Collaborateur parlementaire auprès d'Emilie CHALAS

bertrand.biju-duval@clb-an.fr / emilie.chalas@assemblee-nationale.fr / 06 37 53 75 17